

# **LES CRISES**

## **derrière la crise**



**Rencontre entre des personnes en situation  
de pauvreté et des parlementaires**

**9 avril 2009**



**Collectif pour un Québec sans pauvreté**



**Collectif pour un Québec sans pauvreté**

165, de Carillon, 2<sup>ème</sup> étage, local 309 Québec (Québec), G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040

Télécopieur: (418) 525-0740

Courrier électronique: [collectif@pauvrete.qc.ca](mailto:collectif@pauvrete.qc.ca)

# **Rencontre**

**entre**

**des personnes en situation de pauvreté  
et des parlementaires**

**9 avril 2009**

# Déclaration des personnes en situation de pauvreté

# LES CRISES derrière la crise

Mesdames, Messieurs les parlementaires,



Nous voici encore cette année, personnes en situation de pauvreté, pour vous parler de ce que nous vivons. Cette fois-ci, nous vous rencontrons dans un contexte particulier: nous sommes en crise économique. Qu'est-ce que ça change?

Beaucoup de gens au Québec, dans cette période difficile, vivent de l'insécurité. Vont-ils voir leur revenu diminuer? Il y a plus de personnes qui vont souffrir. Cette inquiétude de plus de pauvreté, pour soi et pour les autres, amène beaucoup de stress.

Pour nous, personnes en situation de pauvreté, la crise actuelle rajoute une couche d'insécurité par-dessus l'insécurité qui était déjà là. La crise, pour nous, est permanente.

Avant la crise économique, nous vivions déjà des crises : la crise du logement, la crise alimentaire, la crise énergétique. Le prix des denrées de base a augmenté : « Le prix du riz a monté en flèche; maintenant j'en mange une demi-tasse aux deux semaines. » Il est plus difficile de se loger : « On a le choix entre logements trop chers ou insalubres! ». Les moyens de transport coûtent très cher: « Comment voulez-vous payer 7,20 \$ aller-retour pour aller vous chercher un emploi? ». Nous vivons de l'insécurité par rapport au coût des services qui augmente sans cesse, comme la hausse des tarifs d'électricité. De plus, les groupes qui nous soutiennent ont

4

moins de ressources et plus de demandes. Et il ne faut pas oublier que l'aide financière aux étudiantEs n'est pas adaptée : elle ne leur permet pas de couvrir leurs besoins, sans compter qu'elle les piège dans l'endettement.

Avec la crise économique, c'est la survivance des personnes en situation de pauvreté qui est touchée. Toutes les dépenses augmentent, mais les revenus ne suivent pas. « Le monde peuvent pu vivre comme ça. » C'est la santé physique et mentale qui est affectée.

Lorsque nous allons vous rencontrer personnellement, vous prenez le temps d'accueillir avec compassion nos témoignages et notre vécu. Mais ça fait plusieurs années qu'on vient vous parler ici, que vous nous entendez, mais on ne se sent pas écoutéEs.

Pourtant, des solutions existent, nous les connaissons : écoutez-nous et agissez!

Les solutions à la crise passent par des solutions aux crises vécues par les personnes en situation de pauvreté. Dans le contexte actuel, plusieurs croient qu'il faut investir dans les infrastructures. Or, nous croyons qu'il faut surtout investir dans les personnes et leur potentiel. Il ne faut pas voir cela comme une dépense. En aidant les personnes en situation de pauvreté à vivre mieux, on évite de nombreux coûts à la société. Particulièrement si on considère le lien entre la pauvreté et la dégradation de la santé des gens qui la vivent.

Nous croyons que nous avons droit à un revenu décent qui permettrait notamment de couvrir nos besoins essentiels, ce qui n'est pas le cas actuellement. Par ailleurs, l'économie locale s'en trouverait renforcée.

Assurer une meilleure accessibilité au transport permettrait de maintenir son réseau social et d'avoir accès aux services publics et au monde du travail, tant dans les régions que dans les villes.

Pour régler la question du logement, il faut construire plus de logements sociaux, notamment des HLM. Cela assure non

seulement une sécurité économique, mais aussi une certaine sécurité psychologique.

Comme les emplois sont de plus en plus spécialisés et demandent de plus en plus de diplômes, il faut investir dans l'éducation à tous les niveaux. De plus, il faut offrir les ressources nécessaires à ceux et celles qui ont le désir ou le besoin de retourner aux études pour se réorienter sur le marché du travail.

Dans le contexte actuel des finances publiques, certainEs diront que le Québec n'a pas les moyens de nos ambitions. Or, le cumul des baisses d'impôts des dix dernières années nous prive de la marge de manœuvre nécessaire pour faire maintenant ce qui doit être fait de façon urgente. Combien de personnes à qui on a fait miroiter l'avantage des baisses d'impôt se retrouvent avec un filet de sécurité social affaibli alors qu'aujourd'hui, elles en ont besoin! Cela démontre bien la nécessité de faire comprendre à l'ensemble de la population l'utilité publique des impôts. Du même coup, on devrait mettre en place une fiscalité plus progressive.

La pauvreté arrive sans prévenir; elle n'envoie pas de carton d'invitation! « J'suis une personne organisée. Pourtant, la pauvreté est arrivée par la porte d'en arrière, sans que je m'en rende compte. » Il n'y a pas de bons pauvres ou de mauvais pauvres, il y a juste différentes façons de le devenir. C'est pourquoi la société, dans sa façon de lutter contre la pauvreté, doit le faire de façon inconditionnelle sur la base des droits : « Nous sommes des personnes à part entière. »

Rien de cela n'est possible ni réalisable sans un changement d'attitude préalable.

Mesdames, Messieurs les parlementaires,  
*il vous faut changer votre regard sur nous.*

**Signataires de la déclaration :**

Louise Foisy

Thérèse-Marie-Chantale Boily Waters

Louissette Clavet

Stéphanie Tremblay

Johanne Hamelin

Christiane Lapointe

Litha Lareau

M. Moreau

Réjeanne Pagé

Jean-Pierre Béliveau

JAIME ALBERTO LEON FILLANES

Kathleen Couture

Nicole de Courval

Louise Foisy, Thérèse-Marie-Chantale Boily Waters, Stéphanie Tremblay,  
Johanne Hamelin, Christiane Lapointe, Litha Lareau, Mélanie Moreau,  
Réjeanne Pagé, Jean-Pierre Béliveau, Jaime Alberto Leon,  
Kathleen Couture et Nicole de Courval.

**Manifestes agis écrits par  
des personnes en situation de pauvreté**

## **1 Premier manifeste agi**

---

### **Voici quelques facettes de notre quotidien**

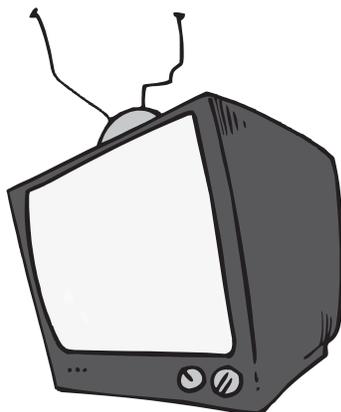
Le transport adapté est inadapté. Je passe ma vie dans l'autobus.

J'aimerais ça, à l'occasion, être fière de porter des vêtements neufs. Sauf que moi, je porte le linge des autres.

Le divertissement, pour moi, c'est écouter la télé parce que c'est tout ce que je peux me payer.

Traîneriez-vous votre enfant malade dans l'autobus à 10h le soir parce que vous n'avez pas les moyens de payer le taxi? Ma fille le fait régulièrement.

Quand on n'a pas d'argent pour le prévu, qu'est-ce qu'on fait avec l'imprévu?



# Face aux difficultés que nous vivons, voici nos exigences!

Nous exigeons que toutes les personnes assistées sociales reçoivent le même montant. C'est impossible de vivre au Québec, dans les conditions actuelles, avec moins de 1 200 \$ par mois.

Nous exigeons un revenu raisonnable qui nous permet de nous alimenter sainement.

Nous exigeons un revenu raisonnable qui nous permet d'être en bonne santé.

Nous exigeons que toutes et tous aient des revenus suffisants pour se payer des soins dentaires, des lunettes ou des prothèses auditives en fonction de leurs besoins particuliers.

Nous exigeons que, de façon urgente, soient subventionnéEs touTEs les locataires qui paient plus de 25 % de leur revenu en loyer.

## Unissons nos efforts pour mettre fin à la pauvreté



## **2** Deuxième manifeste agi

**On ne veut pas juste être entenduEs.  
On veut être écoutéEs.**

Nous sommes déçuEs et indignéEs.

Des revenus pas assez élevés, trop de mal-logéEs.

Chaque année, on vous répète la même chose : c'est un éternel recommencement.

Votre inaction freine notre contribution à la société.

- Oui, je vous entends, mais il y la crise...

Crise pas crise, ça ne change pas grand-chose : on est en crise perpétuelle.

C'est plus de chômage, plus de détresse, plus de malades, plus de coupures...

C'est moins d'argent, moins de services, moins de ressources, moins de recours, moins de filet...

Comment on fait pour arriver? Comment on fait pour payer le loyer?

- Oui, je vous écoute, mais c'est temporaire, ça va passer...

Ça va passer bientôt si nous agissons au plus tôt!

On vous donne sans cesse des solutions : il faut les appliquer.

Prenez le temps de nous consulter, réglez les loyers, prévenez la pauvreté.

Investissez dans l'humain : c'est une priorité.

- Oui, j'ai compris : je saisis mieux vos réalités

**Écoutez et n'ayez pas peur!  
Il n'est jamais trop tard...  
Agissez!**



### **3** Troisième manifeste agi

## **Nous prenez-vous pour des valises? Est-ce qu'on a une poignée dans le dos?**

**La pauvreté, ça se perpétue. Les écarts, ils s'agrandissent.**

Vous dites que l'État n'a pas d'argent, mais vous en trouvez pour des compagnies qui mettent leurs employéEs à pied.

Les riches, on leur en donne plus, les pauvres on leur en enlève encore.

Comment pensez-vous qu'on peut se chercher de l'ouvrage quand on n'a pas les moyens de prendre l'autobus – ou qu'il n'y a même pas de transport en commun ?

## **Nous prenez-vous pour des valises? Est-ce qu'on a une poignée dans le dos?**

**À tout ça, s'ajoute la crise économique.**

Moi j'ai 60 ans pis j'en peux plus... je suis de plus en plus pauvre... j'ai dû dépenser toute l'épargne de ma vie...

J'ai peur de perdre mon emploi, j'ai peur de perdre ma maison.

Moi, je suis aux études, je n'ai pas droit aux prêts et bourses et mes parents ne peuvent pas m'aider. Je vois mes dettes monter continuellement.

J'ai 6 ans, vous voulez faire de moi un bon citoyen pour demain, mais j'ai besoin de déjeuner ce matin.

Je suis tannéE d'être en survie.

## **Nous prenez-vous pour des valises? Est-ce qu'on a une poignée dans le dos?**

**Ailleurs, ça crée des révolutions, on ne veut pas attendre d'être renduEs là.**

Vous voulez qu'on entre dans un cadre « normal », travailler, consommer, avoir une famille, une maison? Donnez-nous les moyens de vos ambitions.

Une solution à privilégier? Une fiscalité plus progressive, pour plus de justice et pour financer les services.

Des crédits d'impôt remboursables, parce que sans ça, ça profite juste aux travailleurs et ça crée d'autres inégalités sociales.

Améliorer la situation des familles, c'était un pas dans la bonne direction. Maintenant, améliorez la situation des personnes seules et des couples sans enfants.

De l'argent pour enrayer la pauvreté, ce n'est pas une dépense, mais un investissement. C'est du développement durable.

Investir dans la société dès aujourd'hui et pour demain aussi.

**Nous prenez-vous pour des valises?  
Est-ce qu'on a une poignée  
dans le dos?**





